

Aubervilliers, le 26 janvier 2026

Population & Sociétés n° 640 – janvier 2026
(sous embargo jusqu'au mercredi 28 janvier 2026 à 00h01)
English version below

Congé de paternité : 81 % des pères le prennent désormais, malgré des freins persistants

Une nouvelle étude de l'Ined révèle l'essor du congé de paternité depuis sa réforme en 2021

La réforme du congé de paternité de juillet 2021, qui a porté sa durée de 11 à 25 jours, porte ses fruits. Selon une nouvelle étude publiée dans *Population & Sociétés* n° 640 et s'appuyant sur l'enquête *Familles et employeurs**, 81 % des pères ont pris ce congé entre 2021 et 2023, contre environ 75 % avant la réforme. Les chercheurs¹ Ariane Pailhé, Anne Solaz, Alix Sponton et Maxime Tô montrent que les bénéficiaires du congé de paternité ont des profils plus diversifiés : les travailleurs indépendants et les pères moins diplômés y recourent désormais plus qu'avant la réforme. Toutefois, les contraintes professionnelles et financières demeurent un obstacle majeur pour les pères qui y renoncent.

81 % des pères prennent plus que la semaine obligatoire

Plus de quatre naissances sur cinq (81 %) survenues entre juillet 2021 et décembre 2023 ont donné lieu à une prise du congé de paternité au-delà de la semaine obligatoire. Dès 2022, 59 % des pères ont utilisé la totalité des 25 jours disponibles, démontrant l'attractivité de cette nouvelle durée. Le fractionnement du congé, qui permet de répartir les jours de congé sur plusieurs périodes, gagne également en popularité : 23 % des pères y ont eu recours au second semestre 2021, puis 33 % au second semestre 2023. Cette souplesse facilite l'adaptation aux contraintes familiales et professionnelles, notamment en fonction des périodes de vacances scolaires.

Fonctionnaires et salariés en CDI toujours en tête, mais les indépendants progressent

Si le recours au congé progresse, des inégalités selon la situation professionnelle subsistent : les salariés du secteur public et du privé en CDI restent les plus nombreux à l'utiliser. Les travailleurs indépendants, bien que plus souvent bénéficiaires qu'en 2017, affichent encore un taux d'utilisation plus faible (55 % prennent la totalité du congé). Les pères en CDD et ceux au chômage avant la naissance utilisent également moins ce dispositif, malgré une hausse récente. L'étude révèle que le niveau de diplôme joue aussi un rôle : les pères titulaires du baccalauréat sont désormais au même niveau d'utilisation des diplômés du supérieur, tandis que l'usage progresse à nouveau chez les non-bacheliers après une période d'érosion entre 2013 et 2021.

Charge de travail et perte de revenus : les principaux freins au congé

Les motifs invoqués pour ne pas prendre le congé ont évolué. Si 7 % de l'ensemble des pères déclarent en 2023 ne pas avoir souhaité poser leur congé (contre 9 % en 2012), les contraintes professionnelles, notamment la charge de travail excessive, sont aujourd'hui plus fréquemment citées. Les raisons financières pèsent également davantage : 8,5 % des pères d'enfants nés entre juillet 2021 et décembre 2023 évoquent ce frein, un chiffre possiblement amplifié par l'inflation récente. Ces obstacles varient selon les profils : les indépendants mettent en avant leur charge de travail, tandis que les pères en contrat court, au chômage ou peu diplômés invoquent plus souvent des arguments financiers et la complexité des démarches administratives.

8 % des pères prennent désormais leur congé après le retour au travail de la mère

Depuis la réforme, davantage de pères prennent leur congé après le retour au travail de la mère. Cette pratique concerne désormais 8 % des naissances, contre seulement 2 % avant 2021. Elle reste toutefois plus fréquente pour les premiers et deuxième enfants (10 % et 14 % respectivement) que pour les troisièmes (4 %), notamment en raison de congés maternité plus longs et d'arrêts d'activité plus fréquents des mères.

CHIFFRES-CLÉS

- **81 %** : part des naissances entre 2021 et 2023 ayant donné lieu à une prise de congé au-delà de la semaine obligatoire
- **59 %** : proportion de pères prenant la totalité du congé (25 jours) en 2022
- **33 %** : part des pères fractionnant leur congé au second semestre 2023 (contre 23 % au second semestre 2021)
- **8 %** : part des naissances où le père prend son congé après le retour au travail de la mère (contre 2 % avant 2021)
- **8,5 %** : proportion de l'ensemble des pères qui déclarent ne pas prendre le congé pour des raisons financières

Vers une normalisation du congé de paternité ?

L'étude confirme que le congé de paternité s'est imposé comme une norme sociale de la paternité en France. La médiatisation de la réforme de 2021 a contribué à améliorer la connaissance du dispositif et à renforcer son acceptation dans le milieu professionnel. Cette évolution s'inscrit dans un contexte plus large de politique familiale : un nouveau congé de naissance d'un à deux mois par parent, voté dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026, entrera en vigueur en juillet 2026. Ce dispositif complémentaire pourrait prolonger la dynamique d'implication des pères engagée..

*Enquête longitudinale Familles et Employeurs (FamEmp)

L'enquête longitudinale FamEmp, menée dans le cadre du projet LifeObs, analyse les tensions entre travail et vie personnelle et leurs effets sur les parcours professionnels, familiaux et la santé. Son approche originale associe un volet individuel et un volet employeurs, afin de croiser les expériences des salariés et les pratiques des entreprises. La première vague, réalisée en 2024, a permis de recueillir 41 000 questionnaires individuels et 9 000 questionnaires employeurs, enrichis par des données socio-fiscales et d'emploi. Cette enquête offre des données inédites pour les chercheurs, mais aussi pour les décideurs publics, les employeurs et les organismes de protection sociale.

Pour en savoir plus : <https://famemp.site.ined.fr/>

¹Auteurs : Ariane Pailhé (Ined), Anne Solaz (Ined), Alix Sponton (Cresppa | Ined | Cris), Maxime Tô (IPP | PSE | Crest | IFS)

Ci-joint *Population & Sociétés* n° 640, janvier 2026, intitulé : «*Le congé de paternité, prolongé et modulable, est largement adopté par les pères* »

Lien vers la version française du bulletin, actif à partir du mercredi 28 janvier 2026 à 00h01 :

<https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/le-conge-de-paternite-prolonge-et-modulable-est-largement-adopte-par-les-peres/>

Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les actualités de l'Ined, [cliquez ici](#)

Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les publications scientifiques de l'Ined, [cliquez ici](#)

Pour consulter tous nos communiqués de presse, [cliquez ici](#)

À propos de l'Ined :

Fondé en 1945, l'Institut national d'études démographiques (Ined) est un organisme public de recherche ayant pour missions l'étude des populations sous tous leurs aspects, la diffusion des connaissances produites dans ces domaines et la formation à la recherche. L'appartenance disciplinaire des chercheuses et chercheurs de l'Ined est variée : démographie bien sûr mais aussi sociologie, économie, histoire, géographie, statistique ou épidémiologie. Une part importante de la recherche porte sur la France, mais de nombreux travaux s'intéressent à d'autres aires géographiques. L'Ined a ainsi une longue tradition de recherches sur les Suds.

Ined Éditions, service des éditions de l'institut, contribue à la diffusion de ces savoirs dédiés aux sciences de la population, à travers des ouvrages, la revue trimestrielle bilingue *Population*, le bulletin mensuel de vulgarisation scientifique *Population & Sociétés* et une publication en ligne, Mémoires européennes du goulag (<https://museum.gulagmemories.eu/fr>). Les collections d'ouvrages s'organisent autour d'études sociodémographiques, historiques et méthodologiques.

Contacts presse :

service-presse@ined.fr | 01 56 06 20 11

Suivez-nous :   



Aubervilliers, 26 January 2026

***Population & Societies* issue no. 640 – January 2026**

(under embargo until Wednesday 28 January 2026 at 00:01)

Paternity leave in France used by 81% of fathers despite constraints

A new study by INED reveals the popularity of paternity leave since its 2021 reform

Paternity leave in France was reformed in July 2021, extending the duration of paid leave from 11 to 25 days. The reform has been successful. According to a new study published in *Population & Societies*, drawing on data from the 2024 Families and Employers survey*, 81% of fathers used the leave scheme between 2021 and

2023 compared to 75% before the reform. Authors¹ Ariane Pailhé, Anne Solaz, Alix Sponton, and Maxime Tô show that the fathers choosing to take this leave come from different backgrounds. Uptake among self-employed and less-educated fathers is more common than before the reform. However, professional and financial constraints remain the principal obstacle for fathers choosing not to take leave.

81% of fathers use more than the mandatory week

More than 4 out of 5 births (81%) between July 2021 and December 2023 resulted in paternity leave being taken beyond the mandatory week. By 2022, 59% of fathers had used all 25 days available, demonstrating the appeal of the reformed scheme. Splitting the leave into parts, which allows it to be spread over several periods, is also gaining popularity: 23% of fathers took advantage of this option in the second half of 2021, compared to 33% in the second half of 2023. This flexibility makes it easier to adapt to family and work commitments, particularly in relation to the summer holidays.

Civil servants and permanent employees most likely to take leave, but self-employed workers catching up

Although the use of leave is increasing, inequalities remain depending on employment status: public and private sector employees on permanent contracts continue to be the most likely to take leave. Self-employed workers, although more likely to take leave than in 2017, still have a lower take-up rate (55% take the full leave entitlement). Fathers on fixed-term contracts and those who were unemployed before the birth also make less use of the scheme, despite a recent increase. The study reveals that educational level also plays a role: fathers with a high school diploma now use the scheme at the same rate as those with a higher education degree, while usage is back up among those without a high school diploma after a period of decline between 2013 and 2021.

Workload and loss of income: the main obstacles to taking leave

The reasons cited for not taking leave have changed. While 7% of all fathers said in 2023 that they did not want to take leave (compared to 9% in 2012), professional constraints, particularly excessive workload, are now cited more frequently. Financial reasons also carry more weight: 8.5% of fathers of children born between July 2021 and December 2023 cite this obstacle, a figure that may have been amplified by inflation. These obstacles vary according type of employment: self-employed fathers tend to cite their workload, while fathers on short-term contracts, unemployed fathers, and fathers with few qualifications more often cite financial arguments and the complexity of administrative procedures.

8% of fathers now take their leave after the mother returns to work

Since the reform, more fathers are taking their leave after the mother returns to work. This practice now applies to 8% of births, compared with only 2% before 2021. However, it remains more common for first and second births (10% and 14%, respectively) than for third births (4%), mainly due to longer maternity leave and more frequent career interruptions for mothers.

KEY FIGURES

- **81%** of births between 2021 and 2023 led to paternity leave uptake beyond the mandatory week
- **59%** of births led to fathers taking the full leave (25 days) in 2022
- **33%** of births led to fathers splitting up their leave during the second half of 2023 (compared to 23% during the second half of 2021)
- **8%** of births led to uptake of leave after the mother's return to work, compared with 2% before 2021
- **8.5%** of fathers cited financial reasons for non-use of paternity leave

Towards a normalisation of paternity leave?

The study confirms that paternity leave has become a social norm for fathers in France. Media coverage of the 2021 reform has helped to raise awareness of the scheme and increase its acceptance in the workplace. This development should be understood in the broader context of French family policy. In effect, a new 1- to 2-month birth leave per parent, voted as part of the Social Security Financing Act for 2026, will come into force in July 2026, and this additional measure could further encourage fathers' involvement in family life.

***The longitudinal Families and Employers (FamEmp) survey**

The longitudinal FamEmp survey, conducted as part of the LifeObs project, analyses the work-life balance and its effects on career paths, family life, and health. It associates an individual component with an employer component, making it possible to compare employees' experiences with employers' practices. The first wave of the survey, conducted in 2024, collected 41,000 individual questionnaires and 9,000 employer questionnaires together with socio-fiscal and employment data. The survey provides unique data for researchers and for public decision-makers, employers, and social protection organisations.

To find out more: <https://famemp.site.ined.fr/en/>

¹Authors: Ariane Pailhé (INED), Anne Solaz (INED), Alix Sponton (CRESPPA | INED | CRIS), Maxime Tô (IPP | PSE | CREST | IFS)

Please find attached *Population & Sociétés* no. 640, January 2026, entitled "Fathers have embraced longer and more flexible paternity leave"

Link to the English version of the bulletin, under embargo until Wednesday, 28 January 2026 at 00:01 :
<https://www.ined.fr/en/publications/editions/population-and-societies/fathers-have-embraced-longer-and-more-flexible-paternity-leave/>

[Click here](#) to subscribe to the monthly newsletter on the latest developments at INED.

[Click here](#) to subscribe to the monthly newsletter on INED scientific publications.

[Click here](#) to see all our press releases.

About INED:

Founded in 1945, the Institut national d'études démographiques (French Institute for Demographic Studies, or INED) is a public research institute whose missions are to conduct research on all aspects of populations, disseminate related knowledge, and provide research training. INED researchers come from a broad range of disciplines, including not only demography but also sociology, economics, history, geography, statistics and epidemiology. A substantial proportion of research at INED is about France, but much of it focuses on other geographical areas. INED has a long tradition of studies on the Global South.

Ined Éditions, the Institute's publication department, contributes to the dissemination of this knowledge on the population sciences through books, the *Population* bilingual quarterly journal, the *Population & Sociétés* monthly general-readership newsletter, and an online publication, *European Memories of the Gulag* (<https://museum.gulagmemories.eu/fr>). The collections of works are organized into socio-demographic, historical, and methodological studies.

Press contacts:

service-presse@ined.fr | +33 (0)1 56 06 20 11

Follow us:   